



## CENTRE DE READAPTATION FONCTIONNELLE SAINTE-ANNE A JUNGHOLTZ

### RENOVATION DE LA CHAUFFERIE GAZ



## CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES (C.P.C.)

#### MOE – BET :

16 rue de l'industrie  
BP 30047  
67402 ILLKIRCH CEDEX  
Tél : 03 88 40 88 00



REVISION	ETABLI LE :	N° D'AFFAIRE	CHARGE D'ETUDES	PHASE
00	Septembre 2025	135945	H. VOLTZ	PRO-DCE

## **SOMMAIRE**

1.	GÉNÉRALITÉS .....	4
1.1.	OBJET DU DOSSIER .....	4
1.2.	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
1.3.	PRÉSENTATION DES INTERVENANTS.....	4
1.4.	COMPOSITION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION .....	5
1.5.	ALLOTISSEMENT .....	5
1.6.	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR .....	5
1.7.	DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE...6	
1.8.	PRESTATIONS INCLUSES DANS LES PRIX UNITAIRES .....	10
2.	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES .....	12
2.1.	REGLEMENTATION – DOCUMENTS DE REFERENCE .....	12
2.2.	CONTRAINTES PARTICULIERES.....	12
2.3.	DEMARCHES ET AUTORISATIONS .....	13
3.	PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	14
3.1.	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	14
3.2.	CALENDRIER D'EXÉCUTION .....	14
3.3.	PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER.....	14
3.4.	APPROVISIONNEMENT, STOCKAGE DE MATERIELS ET DE MATERIAUX.....	15
3.5.	ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES – SYNTHÈSE .....	15
3.6.	MESURES D'ORGANISATION DE CHANTIER .....	16
3.7.	TRAVAUX ET DEPENSES COMMUNES POUR L'INSTALLATION ET LE FONCTIONNEMENT DU CHANTIER.....	17
4.	PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
4.1.	DEROULEMENT DES TRAVAUX .....	19
4.2.	ACCES AU CHANTIER .....	20
4.3.	ENCADREMENT – CONDUITE DES TRAVAUX.....	20
4.4.	INTERFACE ENTRE LES ENTREPRISES ET L'OPC.....	20
4.5.	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT .....	20
4.6.	REUNIONS DE CHANTIER.....	20
4.7.	SECURITE SUR LE CHANTIER .....	21
4.8.	AUTOCONTROLE .....	21
4.9.	POINTS D'ARRET .....	22

4.10.	LIVRAISON EQUIPEMENTS LOURDS EN TOITURE .....	22
4.11.	POINTAGE DES AVANCEMENTS DE TRAVAUX.....	22
4.12.	CONTROLES ET ESSAIS.....	22
4.13.	PROTECTION DES OUVRAGES .....	23
4.14.	NETTOYAGE .....	23
5.	PERIODE D'OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR).....	24
5.1.	AVANT RECEPTION .....	24
5.2.	APRES RECEPTION .....	25
5.3.	DOCUMENTS A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER .....	25
5.4.	PARFAIT ACHEVEMENT .....	25
5.5.	INFORMATION DU PERSONNEL D'EXPLOITATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE .....	25
5.6.	D.O.E. ....	25
6.	LISTE DES ANNEXES AU CPC .....	27
6.1.	ANNEXE 1 : LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS (HORS INSTALLATIONS DE CHANTIER) .	27

# 1. GÉNÉRALITÉS

## 1.1. OBJET DU DOSSIER

Le présent document a pour objet de décrire les prescriptions communes et les dispositions communes à prévoir pour chaque lot pour les travaux de **rénovation de la chaufferie du Centre de Réadaptation Fonctionnelle Ste Anne de l'UGECAM ALSACE à JUNGHOLTZ (68)**.

Le site restant en exploitation durant les travaux, le soumissionnaire prendra impérativement connaissance de l'état des lieux, des possibilités d'accès, des conditions d'exécution des travaux pour se rendre compte des moyens à prévoir et des conditions d'interventions, ainsi que de la nature des travaux à exécuter.

Aucun supplément ne sera accordé pour les heures supplémentaires, travail de nuit ou travail pendant des jours fériés.

L'ensemble des travaux de l'opération est géré par allotissement.

## 1.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Chaque lot fait l'objet de la description de la consistance des travaux dans le C.C.T.P. du dit lot.

La mission EXE est à la charge des entreprises.

Les dispositions figurant dans le présent CPC, commun à tous les marchés de l'opération, ont pour objet la fixation des règles d'intervention pour les différents spécialistes appelés à contribuer à la réalisation d'ensemble des ouvrages.

L'incidence financière de ces règles est considérée comme faisant partie intégrante du prix de l'entrepreneur. De manière générale, les précisions apportées par le présent CPC ne dispensent pas chaque intervenant de :

- Reconnaître par avance les emplacements réservés aux chantiers, les moyens d'accès et les divers règlements auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux,
- S'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun,
- Reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur réalisation, en particulier les contraintes dues à l'emplacement et à l'exploitation de l'établissement le cas échéant,
- Fournir les indications nécessaires à ses propres travaux,
- S'assurer qu'elles sont suivies, et en cas de contestation ou de problèmes particulier, en référer au Maître d'œuvre,
- Se conformer à toutes les autres pièces écrites du marché.

## 1.3. PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

Dans le présent document, sont désignés :

- Le Maître d'Ouvrage : UGECAM ALSACE – 10b avenue Achille Baumann – 67400 ILLKIRCH
- L'équipe de Maîtrise d'œuvre chantier est composée :
  - Du BET fluides : EDEIS INGENIERIE – 16 Rue de l'Industrie – 67400 ILLKIRCH
  - Du BET amiante : HSE – 91 Ter route des romains 67200 STRASBOURG
- Ordonnancement – Pilotage – Coordination : EDEIS
- Le Coordinateur Sécurité Protection Santé : SOCOTEC – Mulhouse

- Le Contrôleur Technique : ALPES CONTROLE – 184 rue du Ladhof 68000 COLMAR

#### 1.4. COMPOSITION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION

Le dossier technique est composé notamment pour chaque corps d'état :

- Du CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Du présent CPC et de ses annexes : Cahier des Prescriptions Communes ;
- Du PGC et de ses annexes : Plan Général de Coordination
- Du CCTP propre à chaque lot et de ses annexes : Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- De la DPGF : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire – spécifique à chaque lot.
- Des plans et schémas techniques ;

#### 1.5. ALLOTISSEMENT

N° lot	Désignation
01	Chauffage – Régulation - Electricité
02	Plâtrerie - Peinture
03	Serrurerie

#### 1.6. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le soumissionnaire doit des installations complètement terminées et ceci dans tous les détails exécutés selon les règles de l'art.

Tous les matériaux utilisés seront neufs et de première qualité.

Les caractéristiques et qualités requises dans les spécifications et descriptions sont impératives.

Les matériaux dont les caractéristiques ne répondent pas aux exigences devront être remplacés sans aucune plus-value.

Il est bien spécifié qu'il suffit qu'un travail soit précisé ou décrit, dans l'une des pièces énumérées au marché, pour que l'entrepreneur en doive l'exécution sans restriction ni réserve.

L'entrepreneur ne pourra arguer de l'imprécision des plans, descriptifs, notes de calculs, spécifications techniques et documents annexes ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre et les conditions du marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement et à la parfaite utilisation des locaux et installations.

Il est reconnu comme professionnel et compétent pour apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer aux éléments dont l'emplacement, la nature ou la quantité peuvent être considérés comme implicitement nécessaires pour une réalisation normale des travaux.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que de par sa signature, il s'engage à accepter dans leur intégralité les supports et installations existants. S'il devait en sus des spécifications techniques des marchés et après son engagement

intervenir sur ces supports ou installations, il le ferait en toute connaissance de cause et à ses frais. Toute remise en état nécessaire du fait de son intervention lui incomberait.

L'obligation de maintenir les lieux dans un état de propreté journallement étant rappelée, le Maître d'œuvre se réserve la possibilité, après une première injonction écrite, non suivie d'effet dans les 24 heures, de faire procéder au nettoyage en lieu et place de l'entreprise défaillante, les frais correspondants étant imputés sur sa prochaine situation.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le strict respect qu'elle doit vis-à-vis des mesures de sécurité et d'hygiène sur le chantier, correspondant aux impositions en vigueur à la date du marché. En particulier, elle se conformera aux exigences du coordinateur sécurité et protection de la santé le cas échéant.

Chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des documents descriptifs et quantitatifs des autres lots autant que de besoin.

## **1.7. DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE**

**L'ensemble des mesures est précisé dans le plan général de coordination (PGC) joint au dossier.**

Chaque entreprise sera tenue d'établir, entretenir et maintenir à ses frais les ouvrages provisoires et les protections jugés nécessaires à la construction des ouvrages, à leur visite, à la protection efficace des ouvriers et des autres personnes.

Ces ouvrages provisoires récents (échafaudages, passages, clôtures, bâches, ..) seront établis de manière à donner un accès facile et une protection efficace à toutes les parties de la construction et seront maintenus pendant tout le temps estimé indispensable par le Maître d'œuvre et/ou les services du Maître d'Ouvrage.

Le coordonnateur de sécurité, le Maître d'œuvre et leurs préposés auront toujours le droit de refuser les ouvrages provisoires qui leur paraîtraient offrir quelque danger pour la sécurité publique ou particulière, ou celle des ouvriers, et d'obliger l'entrepreneur à exécuter les travaux de consolidation jugés nécessaires.

### **1.7.1. Coordination Sécurité et Protection de la Santé**

Les entreprises sont responsables des dispositions à prendre pour la sécurité du chantier. Elles sont tenues aux directives du coordonnateur et devront participer obligatoirement aux réunions de Sécurité et Prévention.

Un plan général de coordination sécurité et protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) est dressé par le coordonnateur. Ce document est contractuel, et devra être pris en compte par les entreprises dans le cadre de leurs interventions sur le chantier, ainsi que par chacun de leurs sous-traitants.

Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

L'entrepreneur, et chacun de ses sous-traitants, doit remettre au coordonnateur SPS pour avis, avant le début des travaux, avec copies au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage pour information, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prenant en compte les préconisations du PGC.

Dans le souci de satisfaire à la lettre comme à l'esprit de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, la procédure suivante sera respectée par l'entreprise :

- L'entreprise prendra contact au moins 15 jours avant début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune.
- L'entreprise doit faire parvenir son projet de PPSPS au coordonnateur SPS par email avant la visite d'inspection commune et le document mis à jour au moins 10 jours avant le début de ses travaux.
- L'entreprise doit répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser le registre journal,
- L'entreprise doit mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier,
- L'entreprise doit désigner un interlocuteur privilégié pour le coordonnateur SPS,

### DOE DIUO :

Une fiche DIUO transmise en début de chantier sera complétée et illustrée par plan ou photo par toutes les entreprises durant la phase chantier et validée à la fin des travaux du lot.

Cette fiche sera transmise au MO MOE CSPS pour validation et intégrer au DIUO.

Cette fiche devra être dans les DOE des entreprises.

Pour tous les travaux à risques particuliers, l'entreprise doit établir des modes opératoires et les communiquer au coordonnateur SPS, préalablement au démarrage des travaux concernés.

L'entreprise doit transmettre au Coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier

### **1.7.2. Publications**

Le chantier sera conduit conformément aux textes publiés à ce jour, à savoir :

- Directive 92/57/CEE du Conseil du 24 juin 1992.
- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.
- Arrêté du 7 mars 1995 (JO du 18 mars 1995).
- Arrêté du 7 mars 1995 (JO du 26 mars 1995).
- Décret n° 95-543 du 4 mai 1995 (JO du 11 mai 1995).
- Décrets n° 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995 (JO du 7 mai 1995).
- Arrêté du 25 février 2003 relatif à la liste des travaux comportant des risques particuliers.
- Circulaire DRT n° 95/1 du 2 janvier 1995 (Travail).
- Circulaire DRT n° 95/07 (rappelant le Décret du 31 mars 1992).
- Arrêté du 24 juillet 1995 (JO du 15 août 1995 I).
- Arrêté du 24 juillet 1995 (JO du 10 août 1995 I).
- Circulaire DRT n° 96/5 du 10 avril 1996 (Travail).

### **1.7.3. Mesures élémentaires de sécurité**

Chaque entreprise doit mettre à la disposition de son personnel les protections individuelles appropriées. Les employeurs veilleront à ce que leur personnel soit équipé des Equipements de Protection Individuelle adaptés à leurs interventions et les utilise effectivement de manière efficace.

AU MINIMUM les règles suivantes seront à appliquer :

- Identification systématique de l'entreprise sur vêtement de travail et sur casque dans la zone de chantier,
- Port obligatoire du casque sur tout le chantier,
- Port obligatoire des chaussures de sécurité,
- Port obligatoire des gants et vêtements de travail adaptés aux tâches à entreprendre, ... et, chaque fois que cela est utile,
- Port des protections auditives,

- Port des protections respiratoires (poussières, vapeurs, aérosols liquides, etc...).

De plus, il est demandé aux soumissionnaires de prendre connaissances des dispositions décrites dans le PGC, notamment en ce qui concerne les actions à mener pour empêcher le travail illégal sur le chantier.

Dans l'intérêt général et afin d'éviter les accidents et dommages de toute sorte, il est rappelé aux entreprises travaillant sur le chantier que toute ouverture de type trémie, fenêtre, porte, etc. devra être sécurisée notamment par obturation (plancher fixe, jointif et résistant) ou une mise en place de garde-corps réglementaires, conformément aux directives du CSPS.

Toute personne travaillant en élévation devra prendre toutes précautions utiles en vue d'éviter la chute des objets utilisés (outillage, matériaux, matériels).

Afin d'assurer la protection contre les risques d'incendie, chaque entreprise veillera à prendre toutes les précautions nécessaires et à respecter les règles de sécurité liées à son activité (extincteur mobile...) conformément aux préconisations du PGCSPS.

Tous les travaux par points chauds font l'objet d'un permis de feu, qui sera délivré selon les modalités définies lors de la réunion de démarrage. **Aucuns travaux par point chaud ne devront être réalisé 2h avant la fin de la journée de chantier.**

#### **1.7.4. Protections collectives contre la chute – accès et TRAVAUX EN HAUTEUR**

Les fournitures, approvisionnements, mise en place, entretien éventuel en cas de détérioration, dépose finale et repli des protections collectives sont prises en charge par :

- Chaque lot pour les travaux qui lui sont propres,

Les montages, utilisation, démontage des échafaudages de toute nature (y c échafaudages roulants) devront obligatoirement être réalisés selon la réglementation en vigueur (Code du Travail, arrêté du 21/12/2004) par du personnel formé.

Toute personne amenée à déposer ou déplacer certaines protections collectives pour l'exécution de ses propres travaux devra avant toute modification :

1. Soumettre sa méthodologie au Coordonnateur SPS au préalable pour recueillir son visa, et s'y conformer
2. Prendre au préalable et à sa charge les mesures compensatoires efficaces et conformes à la réglementation en vigueur (comme par exemple, de réaliser de nouvelles protections),
3. Rétablir le cas échéant une situation conforme à l'initiale dès la fin de ses travaux.
4. Détailler dans son PPSPS ou dans un avenant à celui-ci, les mesures de contrôle par son personnel du retour effectif à la situation initiale.

#### **1.7.5. Habilitation électrique du personnel**

Les entreprises remettront les attestations de formations obligatoires en vue de l'habilitation électrique H0 HOV B0 selon le décret 2010-1118 du 22 décembre 2010 mise en application obligatoire janvier 2012.

L'article R 4544-9 du code du travail dispose « Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. »

L'employeur se doit de respecter son obligation de formation. Nous revenons ainsi à l'obligation initiale en termes de prévention des risques et comme le dispose l'article L 4121-1 du code du travail «l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels ;



2° Des actions d'information et de formation ;

3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes

#### **1.7.6. CMR amiante**

Avant tout travaux le maître d'ouvrage a pour obligation de faire réaliser un diagnostic avant travaux par une société spécialisée en ce qui concerne les substances dangereuses et notamment l'amiante. Il se doit également de communiquer directement le résultat des analyses aux différents intervenants avant travaux. Les entreprises doivent également se garantir de ces résultats avant la moindre intervention.

#### **1.7.7. Silice cristalline**

La réglementation relative aux agents chimiques cancérogènes ( R 4412-59 à R 4412-93 du code du travail) est applicable aux travaux exposant à la poussière de silice cristalline depuis le 1er janvier 2021.

Elle s'appuie sur les actions suivantes :

- Procéder à l'évaluation des risques (inventaire des tâches exposantes, fréquence, durée, intensité),
- La consigner dans le document unique d'évaluation des risques et la renouveler régulièrement.
- Combattre le risque à la source, réduire les expositions,
- Mettre en place des mesures de prévention collective en priorité sur les moyens de protection individuelle,
- Fournir et entretenir les vêtements de travail,
- Respecter des règles d'hygiène stricte,
- S'assurer du maintien des performances du système de captage,
- Vérifier périodiquement le respect des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) définies à l'article R.4412-149 par des organismes de contrôle accrédités par le COFRAC, - - - s'assurer que les équipements de protection collective et individuelle sont adaptés au niveau d'empoussièrement et maintenus en bon état de fonctionnement,
- Etablir les notices de poste,
- Déclarer les salariés en surveillance médicale renforcée (SIR) auprès du service de santé au travail afin que le médecin du travail adapte la surveillance médico-professionnelle,
- Former et informer les salariés à la sécurité et au risque « silice »,
- Respecter les dispositions relatives aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans (déclaration de dérogation à la réalisation de travaux réglementés). L'exposition de jeunes travailleurs (moins de 18 ans) à la silice cristalline est interdite. Cependant, pour les besoins de leurs formations professionnelles, des dispositions particulières peuvent s'appliquer.

#### **1.7.8. Prescriptions particulières**

L'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention qui lui incombent en accord et en parfaite cohérence avec la réglementation et les préconisations du coordonnateur SPS (selon PGC et PPSPS notamment).

L'Entreprise, pour ce qui la concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier ayant pour effet d'éviter tout accident aux intervenants ou tiers présents sur ledit chantier.

L'Entreprise est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toute personne : elle s'engage à garantir le Maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par elle de l'une quelconque de ses obligations.

Elle doit également prendre les dispositions nécessaires pour éviter le vol ou la détérioration des objets personnels de ses ouvriers.

Aucune modification n'est apportée aux dispositions précédentes par le fait que le Maître d'Ouvrage aura désigné un animateur de Prévention.

## 1.8. PRESTATIONS INCLUSES DANS LES PRIX UNITAIRES

Les travaux comprennent dans tous les cas :

- Toutes les études, calculs, dessins et nomenclatures nécessaires à l'exécution ou demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage pour soumission et approbation avant tout commencement d'exécution.
  - Dans le cas contraire, l'entrepreneur s'expose à se voir refuser sur le chantier un ou plusieurs éléments, sans pouvoir prétendre à une indemnité ou un remboursement de frais,
- La participation de l'entreprise à la synthèse des études,
- La présentation et le dépôt de tout échantillon, l'exécution de tout essai demandé par le Maître de l'ouvrage ou le Maître d'œuvre,
- Toutes précautions pour éviter les nuisances aux ouvrages existants (vibrations, courants vagabonds, gaz nocifs, salissures...),
- Le maintien et la visibilité de toutes les plaques du constructeur (signalétique, identification...),
- La fourniture de tous les matériaux, produits, accessoires entrant dans la composition des ouvrages, leurs fixations et liaisons, les calfeutrements, jusqu'à la finition complète et parfaite (en particulier : y compris les accessoires indispensables à l'exécution complète et dans les règles de l'art, de la prestation concernée),
- Les fournitures et matériaux sont neufs, de première qualité, conformes aux spécifications techniques,
- La main d'œuvre et son transport,
- Le transport, le stockage et l'entreposage des matériels et des matériaux éventuels et toutes les manutentions jusqu'à pied d'œuvre de ces fournitures,
- Les moyens d'accès complémentaires à rajouter au platelage installé par le lot échafaudage
- La mise en œuvre des matières et fournitures avec les travaux préparatoires, traçage, montage provisoire éventuel, conformément aux prescriptions des devis descriptifs complétés par les D.T.U., les décisions d'agréments du C.S.T.B. ou les notices d'emploi ou de montage des fabricants ou constructeurs,
- La dépose de tout équipement, installation, matériel gênant le bon déroulement des travaux ainsi que leur repose,
- Des installations en ordre de marche,
- Les protections individuelles des ouvriers y compris la fourniture des moyens de lutte contre la prolifération virale (gel alcoolique, masques, lingettes, ...),
- Les protections collectives propres à son lot,
- La protection des usagers,
- Les protections spécifiques propre à son lot des ouvrages existants, l'enlèvement de ces protections et la remise en état d'origine,
- Les engins de levage et tous matériels nécessaires pour la mise en œuvre des matériaux,
- Le bâchage pour protection contre des infiltrations, obturations provisoires rigides des ouvertures pratiquées,
- La réparation des dégâts causés aux voies publiques,
- Le nettoyage quotidien du chantier ; les gravais ou déchets ne pourront être stockés dans les locaux aménagés, ils seront triés, chargés et évacués au fur et à mesure ou entreposés dans les bennes prévues à cet effet,
- Les travaux devront être exécutés de sorte que le voisinage ne soit pas incommodé ou perturbé, ni par le bruit, ni par la projection de débris ou de poussières,
- Toutes les mesures complémentaires nécessaires à celles du lot plâtrerie-faux-plafond pour protection à la salissure et aux éclaboussures des ouvrages existants conservés dans l'immeuble, à l'extérieur (abords et domaine public) et particulièrement durant le transit du matériel, l'évacuation des gravais, leur nettoyage et leur remise en état en cas de dégradation,
- La protection de tous les ouvrages sortis en usine ou en ateliers (peinture antirouille, films protecteurs...),
- La participation aux visites d'états des lieux,
- Les raccords soignés aux ouvrages existants,
- Les raccords de finitions après le passage d'autres corps d'état,
- La réception et la préparation adéquate des supports, tant sur la conformité technique que sur la conformité architecturale de ces supports (l'acceptation d'intervention sur un support vaut acceptation de celui-ci),
- L'instruction du personnel d'exploitation et d'entretien,
- L'étalement nécessaire, lors de la mise en œuvre d'un ouvrage pour reprendre les charges transmises,
- Les frais de brevets, de marques ou modèle déposés,
- L'assistance aux opérations de contrôle du contrôleur technique, et lors de toute visite des autres intervenants (SPS...) ou organismes institutionnels (CRAM, Commission de Sécurité...),
- Les frais de contrôle et d'essais en cours de travaux demandés par le Maître d'œuvre éventuellement et en fin de travaux de nature à justifier une prestation du marché,

- Toutes installations demandées au titre d'hygiène et de la sécurité, une aire étant mise à disposition,
- Les conséquences dans leur intégralité (administratives, techniques, juridiques éventuellement, financières) de toute modification décidée sans l'accord du Maître d'œuvre, toute correction de travaux non conformes,
- L'établissement des DIUO / DOE.

## 2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

### 2.1. REGLEMENTATION – DOCUMENTS DE REFERENCE

#### 2.1.1. Réglementation applicable en sécurité incendie

Le projet est soumis à la réglementation contre l'incendie et la panique dans les Etablissement Recevant du Public (ERP).

La chaufferie est soumise à l'arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

#### 2.1.2. Documents techniques, normes et règlements

Les entrepreneurs devront se conformer aux textes réglementaires non annexés, mais réputés connus et acceptés sans restriction, légalement en vigueur dans leur dernière édition au moment de la signature du marché.

### 2.2. CONTRAINTES PARTICULIERES

Préalablement à l'établissement de l'offre, les Entrepreneurs doivent avoir réuni tous les renseignements nécessaires à l'appréciation des difficultés inhérentes à la nature de l'établissement, à la disposition des lieux, aux servitudes, à la proximité de réseaux existants, conformément aux prescriptions des CCTP.

La liste des obligations des entrepreneurs ci-après n'est pas exhaustive. Elle n'est qu'une information destinée à alerter les entrepreneurs sur les conditions particulières du chantier qu'il lui appartient de mesurer plus finement en se rendant impérativement sur le site et en interrogeant, le cas échéant, le Maître d'ouvrage et le Maître œuvre avant d'établir sa proposition.

- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux concernant le présent projet, et avoir pris connaissance de leur état actuel, de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, au voisinage, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (autorisation de voirie, moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, difficultés d'accès, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, protections des réseaux, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.),
- Durant la phase de préparation de chantier, il appartiendra aux entrepreneurs de mener à leurs frais, toutes les investigations et reconnaissances complémentaires qu'ils jugeront utiles pour parfaire la connaissance des lieux, adapter ses méthodes et optimiser ses interventions. Ils devront en avertir le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage.

**En outre, les entrepreneurs tiendront compte des dispositions suivantes :**

- **Les travaux seront réalisés en site occupé,**
- **L'exploitation du bâtiment et des bâtiments voisins sera maintenue durant les travaux**
- **La production d'eau chaude sanitaire doit être assurée durant les travaux**

#### 2.2.1. Contraintes liées à l'activité du site

Le chantier est organisé afin d'assurer, dans la limite du possible, une séparation entre les zones de chantier et le reste de l'établissement.

L'attention des entreprises est attirée sur la sécurité et la préservation de l'existant. Si des travaux intérieurs ou extérieurs sont prévus, toutes les dispositions seront prises pour permettre la poursuite de l'activité pendant toute la durée du chantier si nécessaire.

Les coupures de réseaux en service pour mise en sécurité ou modification seront soumises à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Enfin, il est rappelé aux entreprises que le stockage des gravas est interdit sur le site. Ils seront évacués quotidiennement.

### **2.2.2. Contraintes liées à la conservation du site**

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que la qualité du site doit être conservée.

Les manutentions et autres travaux de toutes natures, doivent être adaptés pour tenir compte de la préservation du site, et bien évidemment aussi du risque encouru lors de ces opérations.

## **2.3. DEMARCHES ET AUTORISATIONS**

Il appartient aux différentes entreprises d'effectuer en temps utile (10 jours au moins avant le début des travaux), toutes démarches auprès des services publics et services locaux pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

Chaque entreprise aura à sa charge toutes les démarches administratives et juridiques (constat d'état de voirie par huissier, demande d'interdiction de stationnement sur la voie publique, constat d'huissier par rapport au voisinage etc. ...).

Ces démarches s'effectuent sous le contrôle et en accord avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Chaque entrepreneur adressera une copie de toutes les correspondances relatives à ces démarches au Maître d'œuvre.

### **3. PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

#### **3.1. INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Le lot CHAUFFAGE-REGULATION-ELECTRICITE réalisera :

- La fourniture et la mise en place des barrières de chantier communes
- Le raccordement en eau des différentes zones de travaux intérieures et extérieures
- La dépose et évacuation des éléments susmentionnés à la fin des travaux
- La mise en place des coffrets de chantier

#### **3.2. CALENDRIER D'EXÉCUTION**

Dans un délai de 20 jours suivant sa désignation et pour permettre l'établissement des différents plannings, chaque entreprise fournit :

- Les définitions des tâches de son lot,
- Leur durée,
- Les liaisons avec les tâches précédentes (de son propre lot et/ou d'un autre lot).
- Les entreprises précisent, en outre, pour chaque phase d'intervention :
  - La cadence d'exécution,
  - Les moyens en personnel et en matériels qu'elles y affecteront,
  - Les contraintes particulières propres à leur corps d'état.

#### **3.3. PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER**

##### **3.3.1. Ouverture de la période de préparation**

Dès leur désignation par le Maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires de chacun des lots de travaux sont tenus de répondre aux convocations du Maître d'œuvre dans le cadre de la période de préparation d'une durée définie dans les conditions du calendrier prévisionnel des travaux.

Les réunions préliminaires nécessaires peuvent indifféremment se tenir chez le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre ou sur le chantier.

Au cours de cette période, toutes les mises au point indispensables à l'exécution des travaux sont effectuées selon le processus développé ci-après.

##### **3.3.2. Echantillons – prototypes – locaux témoins**

L'entrepreneur est tenu de fournir pendant la phase de préparation et par la suite, tous les échantillons d'appareillages et de matériaux ainsi que les documents techniques (avis techniques, approbations AFAC, procès-verbaux d'essais, etc...) correspondants.

Les échantillons seront à présenter sur demande du Maître d'œuvre dans le délai défini avec ce dernier.

Ces échantillons sont présentés à l'agrément du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, suivant les modalités fixées par eux.

Les échantillons restent à la disposition du maître d'œuvre autant que de besoin sur la durée du chantier et à la propriété du Maître d'Ouvrage en fin de travaux et comprennent :

- Les éléments de bardage,
- Les revêtements de sol

Sont soumis à l'appréciation et à la décision du Maître d'œuvre qui reste seul juge de la conformité des échantillons avec les spécifications du marché.

### 3.4. APPROVISIONNEMENT, STOCKAGE DE MATERIELS ET DE MATERIAUX

Se référer au P.G.C.

Les approvisionnements sur le chantier devront être faits en temps utile afin de ne provoquer aucun retard sur la marche des travaux.

Les produits et matériaux livrés sur le chantier devront porter l'indication de leur provenance ainsi que la marque du fabricant.

Les emballages d'origine ou marques permettant d'identifier les produits seront conservés sur le chantier pendant la réalisation des ouvrages permettant la vérification de leur conformité aux spécifications du marché.

Il est formellement spécifié que chaque entrepreneur sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages, ceci jusqu'à la réception des travaux dans les conditions définies aux documents administratifs généraux.

Aucun dépôt de matériels ou de matériaux, ni aucun atelier de chantier ne doit être établi à l'intérieur du bâtiment en exploitation, sauf autorisation écrite spéciale du Maître d'œuvre pour une durée limitée.

De la même manière, les zones de livraison de matériel à l'intérieur de l'enceinte du chantier sont délimitées sur le plan d'installation de chantier et soumis à autorisation dans les mêmes conditions.

L'entrepreneur a à sa charge les baraquements et installations diverses nécessaires tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériels conformément aux spécifications du Plan Général de Coordination (PGC).

### 3.5. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES – SYNTHESE

#### 3.5.1. Plans d'exécution et plans d'atelier et de chantier

Les entreprises ont à leur charge les études d'exécution (EXE) et les Plans d'Atelier et de Chantier (P.A.C.) définis dans le document de décomposition des tâches de maîtrise d'œuvre établi par SYNTEC-INGENIERIE, CICF, UNTEC et UNAPOC (plan d'atelier de chantier du type plans de méthode, d'étaiyage, les listes des fers les détails d'exécution, plans liés aux techniques propres à l'entreprise).

Les entreprises devront par conséquent prévoir dans leur offre l'élaboration des plans d'atelier et de chantier et les relevés complémentaires qui s'avèreraient nécessaire pour leur établissement. **Les plans remis dans le cadre de l'appel d'offre sont les seuls qui seront dus par la maîtrise d'œuvre.**

Les plans d'atelier et de chantier devront être conformes dans les principes aux plans d'exécution établis par le Maître d'œuvre remis au moment de l'appel d'offre.

L'entrepreneur ne pourra démarrer aucune fabrication tant que ceux-ci n'auront pas reçu l'accord du Maître d'œuvre.

Les plans dont l'entreprise a la charge en cours de chantier, devront être établis en temps utile dans le respect du planning prévisionnel de réalisation du projet pour ne pas retarder la marche du chantier et pour permettre l'intervention simultanée et coordonnée des différents corps d'état.

Les plans dont l'entreprise a la charge en cours de chantier, devront faire apparaître clairement l'implantation des fluides souhaitée : Electricité, plomberie, armoires électriques... Ceci afin d'éviter tout changement de technique et de second œuvre

lors de la mise en place des équipements. Les attentes types devront être obligatoirement reprises sur le principe de celles indiquées dans le corps de descriptif particulier à chaque corps d'état.

Ces documents seront communiqués, au Maître d'Œuvre, au bureau de contrôle, et au coordonnateur SPS.

Les modifications et rectifications éventuelles apportées par l'entreprise et approuvées par la Maîtrise d'œuvre seront faites obligatoirement pendant la phase de préparation de chantier précédent le début des travaux. L'entrepreneur devra prendre contact avec les sociétés devant intervenir sur ses ouvrages.

L'entrepreneur fournira en même temps que ses documents, un planning détaillé indiquant la nature et la durée de ses interventions avec les conséquences qui en résultent pour le voisinage et pour les travaux des autres lots et ou corps d'état.

La Maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle disposeront d'un délai défini dans leurs contrats respectifs ou arrêté d'un commun accord en début de chantier entre Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre pour viser les plans et documents remis. Les entrepreneurs tiendront compte de ce délai pour anticiper suffisamment tôt l'établissement de leurs plans.

Si des remarques ont été émises par la MOE, l'entrepreneur soumettra un nouveau plan avec les réserves corrigées et le délai d'approbation sera réduit à 5 jours ouvrés si les réserves ont été prises en compte.

Si un document est refusé, l'entrepreneur remettra le plus rapidement possible un document mis à jour en fonction des commentaires reçus. Le délai d'approbation recommencera à courir à dater de la réception du document mis à jour.

Tout document incomplet sera refusé et non corrigé par la Maîtrise d'œuvre.

L'acceptation par le Maître d'Ouvrage du projet présenté, ainsi que tous les calculs, dessins graphiques et courbes s'y rattachant, ne diminuent en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

### **3.5.2. Plans de percements**

Ces plans sont destinés à repérer et à coordonner les percements ou incorporations à ménager dans les ouvrages en béton armé, maçonneries, menuiserie, serrurerie, etc... demandées par d'autres corps d'état.

Le percement est reporté sur le fond de plan commun spécifique par le corps d'état demandeur.

### **3.5.3. Synthèse**

Etant donné la nature des travaux, il n'est pas prévu de cellule de synthèse. L'entrepreneur s'assurera de la cohérence de ses installations avec les équipements existants et avec les installations des autres intervenants.

Cette coordination pourra se réaliser en réunion de chantier hebdomadaire.

## **3.6. MESURES D'ORGANISATION DE CHANTIER**

### **3.6.1. Rendez-vous de chantier – Réunions inter-entreprises**

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous provoqués par le Maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent engageant l'entreprise et donner sur-le-champ les ordres nécessaires au personnel sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués étant indispensable à la coordination qui requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité.



### 3.6.2. Remise de documents au Maître d'œuvre

Tout document soumis au visa du Maître d'œuvre, aussi bien pendant la période de préparation qu'en cours d'exécution, doit **être transmis par courriel au format PDF**, accompagné de toutes les pièces ou autres plans nécessaires à sa bonne compréhension et à son examen.

Le visa atteste que le document concerné a été présenté au Maître d'œuvre à la date que celui-ci a précisée à cette occasion. Il n'implique pas l'obligation, pour le Maître d'œuvre, d'une vérification détaillée du document présent, dont l'auteur garde l'entière responsabilité.

Les erreurs, fautes ou incidents divers, imputables à un manque de connaissance des travaux des autres corps d'état, sont intégralement supportés par la ou les entreprises responsables.

De même, si les entreprises omettent de soumettre au Maître d'Ouvre les documents, elles seront entièrement responsables des conséquences de ces omissions qui pourront entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais. Il sera également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive des documents et des corrections et compléments d'étude nécessités par leur mise au point.

Pour la détermination ou le partage des responsabilités, le Maître d'œuvre est seul juge et sa décision est sans appel. Au cas où il est demandé, par le Maître d'œuvre, l'établissement d'un plan de détails pour un ouvrage non prévu ou modification, l'entrepreneur doit faire parvenir avec ledit plan, le devis estimatif et signaler l'incidence éventuelle de la modification sur les travaux des autres corps d'état. En cas d'omission de travaux à réaliser par les autres corps d'état ou d'erreur lors de l'établissement de son devis l'entrepreneur assurera les incidences financières.

## 3.7. TRAVAUX ET DEPENSES COMMUNES POUR L'INSTALLATION ET LE FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

### 3.7.1. Installations de chantier

#### 3.7.1.1. Raccordements et branchements provisoires

- l'alimentation en eau provisoire du chantier est à la charge du lot CHAUFFAGE-REGULATION-ELECTRICITE (en chaufferie),
- L'alimentation électrique provisoire est à la charge du lot CHAUFFAGE-REGULATION-ELECTRICITE (en chaufferie et local stock)

Les branchements étant réalisés sur les réseaux privés du MOA, les consommations sont prises en charge par ce dernier et ne seront pas supportés par le chantier.

#### 3.7.1.2. Voies d'accès, de circulation dans l'emprise du chantier

Sans objet – les voies d'accès sont existantes.

#### 3.7.1.3. Clôtures de chantier

La fourniture et la pose des clôtures et des portails d'accès sont à la charge du lot CHAUFFAGE-REGULATION-ELECTRICITE.

La réception, l'entretien, le déplacement suivant les besoins et la dépose sont à la charge du lot CHAUFFAGE-REGULATION-ELECTRICITE.

#### 3.7.1.4. Base vie

Un sanitaire, une salle de réunion ainsi qu'un local pour manger seront mis à disposition par l'établissement. Les entreprises devront s'assurer de maintenir ces locaux propres et dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition.

#### **3.7.1.5. Aire de stockage des déchets**

Les stockages des déchets sera autorisé uniquement en phase désamiantage (hors marché) et lors des travaux de dépose/démolition.

En-dehors de ces périodes, les entreprises devront évacuer leurs déchets quotidiennement.

Chaque entreprise est responsable de la livraison et de l'évacuation de ses bennes.

#### **3.7.1.6. Aires de stockage de matériels**

Chaque entreprise sollicitera à l'avis de la MOE ses besoins et propositions d'emplacement de stockage dans les limites du périmètre chantier.

#### **3.7.1.7. Installations privatives pour les entreprises**

Sans-objet – il n'est pas prévu d'autoriser des installations privatives d'entreprises.

#### **3.7.1.8. Stationnement des véhicules**

Une zone sera définie par le Maître d'Ouvrage pour le stationnement des véhicules collectifs. Tout stationnement en dehors des zones prévues est proscrit.

Les véhicules individuels devront être stationnés sur le parking visiteurs.

### **3.7.2. Contrôle d'accès**

#### **3.7.2.1. Horaires et fermetures du chantier**

Les horaires de chantier sont les suivants : du lundi au vendredi de 7 h 30 à 18 h 00 à confirmer au démarrage du chantier.

#### **3.7.2.2. Gardiennage**

Le gardiennage à demeure n'est pas prévu sur cette opération.

Il appartient à chacune des entreprises d'assurer la responsabilité de leurs ouvrages jusqu'à la réception.

### **3.7.3. Répartition des dépenses d'investissement, de consommation et d'entretien**

Se reporter à la grille de répartition des dépenses de fonctionnement du chantier et l'article concerné du CCAP.

Il n'est pas prévu de compte prorata.

Les dépenses d'eau et d'énergie sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

### 3.7.3.1. GRILLE DE REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

DESIGNATION DE LA PRESTATION	EXECUTION	ENTRETIEN	CONSOMMATION	INDIQUE DANS MARCHÉ ENTREPRISE
Aménagement base vie (salle de réunion, sanitaires)	MOA	MOA		
Nettoyage et consommables locaux mis à disposition	CRE	CRE		
Clôtures et portails de chantier	Lot concerné	Lot concerné	-	
Réseaux provisoires de chantier : – mise en place de coffrets électriques pour chaque zone de chantier	CRE	CRE	MOA	X
- mise en place des alimentations en eau du chantier	CRE	CRE	MOA	X
Installation de préchauffage bâtiment	Existant	Existant	MOA	
Eclairage provisoire intérieur	CRE	CRE	-	X
Nettoyage quotidien	lot concerné	lot concerné	-	
Protections individuelles	lot concerné	lot concerné	-	-
Garde-corps provisoires	Sans objet	Sans objet		
Equipement de toute nature permettant de réaliser les travaux collectifs en sécurité	lot concerné	lot concerné	-	-
Eclairage des postes de travail à partir des tableaux secondaires mis à disposition par le lot CRE	lot concerné	lot concerné		-
Démarches et autorisations administratives	lot concerné	-	-	

## 4. PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

### 4.1. DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit ouvrir le chantier à la date qui lui est fixée, apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence et respecter les priorités qui lui sont indiquées par le Maître d'Œuvre.

Il est tenu :

- D'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.
- D'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnement, outils, engins et moyens de toutes sortes, suffisants, de manière à assurer l'exécution régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit. Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Œuvre, aucune partie des matériaux approvisionnés.

- Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Œuvre peut mettre en demeure l'entrepreneur :
  - D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines,
  - D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper le retard.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander le changement immédiat de tout représentant d'une entreprise qu'il juge non compétent ou non respectueux des ordres donnés et des impératifs du chantier tels que définis dans les pièces contractuelles.

## **4.2. ACCES AU CHANTIER**

Les entreprises doivent systématiquement se présenter à l'accueil pour accéder au chantier.

## **4.3. ENCADREMENT – CONDUITE DES TRAVAUX**

Chaque entreprise doit avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elle a commencé ses travaux, un chef de chantier hautement qualifié qui doit être agréé par le Maître d'Œuvre, chargé de la direction des travaux.

Chaque entrepreneur reste responsable des conséquences qui peuvent résulter de l'absence de son chef de chantier.

Il doit pourvoir à son remplacement immédiat pour toutes causes de maladie, accident, ou autre.

Le personnel des entreprises doit être identifié et porter une tenue spécifique permettant son identification.

## **4.4. INTERFACE ENTRE LES ENTREPRISES ET L'OPC**

Il est demandé que chaque titulaire d'un lot nomme un ou plusieurs agents de liaisons qui établiront quotidiennement l'interface entre les entreprises et l'OPC pour toutes les tâches touchant à l'organisation générale et au suivi de l'avancement des travaux.

Cette mission se fera de la façon suivante :

- L'agent de liaison est l'interlocuteur de l'OPC pour tout ce qui concerne l'organisation du chantier.
- Il collecte quotidiennement les informations relatives à l'avancement des études et des travaux et les transmet à l'OPC en temps voulu.
- L'agent de liaison recueille auprès de l'OPC les informations nécessaires à l'ordonnancement et à la planification de son lot.

## **4.5. COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT**

Les interfaces sont détaillées en annexe « LIMITES DE PRESTATIONS » au présent document.

## **4.6. REUNIONS DE CHANTIER**

½ jour par semaine est entièrement consacré à la réunion de chantier obligatoire, qui intégrera les points techniques et décisionnels.

Le représentant de l'entreprise aux réunions de chantier devra **obligatoirement avoir le pouvoir de prise de décision** au nom de son entreprise, pour toutes les opérations entrant dans le cadre du présent chantier.

#### **4.7. SECURITE SUR LE CHANTIER**

En dehors des heures d'intervention des entreprises, l'accès du chantier sera fermé à clé par le maître d'ouvrage.

Chaque entreprise sera responsable de la sécurité et la pérennité de ses ouvrages exécutés jusqu'à leur réception.

Chaque entreprise sera tenue d'établir, entretenir et maintenir à ses frais les ouvrages provisoires et les protections jugés nécessaires à la construction des ouvrages, à leur visite, à la protection efficace des ouvriers et des autres personnes.

Ces ouvrages provisoires récents (passages, clôtures, bâches, ...) seront établis de manière à donner un accès facile et une protection efficace à toutes les parties de la construction et seront maintenus pendant tout le temps estimé indispensable par le Maître d'œuvre et/ou les services du Maître d'Ouvrage.

Le coordonnateur de sécurité, le Maître d'œuvre et leurs préposés auront toujours le droit de refuser les ouvrages provisoires qui leur paraîtraient offrir quelque danger pour la sécurité publique ou particulière, ou celle des ouvriers, et d'obliger l'entrepreneur à exécuter les travaux de consolidation jugés nécessaires.

#### **4.8. AUTOCONTROLE**

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit procéder à la vérification des cotes de tous les plans dressés et signaler au Maître d'œuvre au moins dix jours avant mise en œuvre, les erreurs, omissions ou incompatibilités qu'il pourrait y trouver.

Il doit suivre l'ensemble de l'exécution des travaux pour s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux seront observées et dans le cas contraire en référer au Maître d'œuvre au plus tôt.

Enfin, il doit organiser son chantier de telle sorte que le contrôle des moyens et l'auto contrôle de la mise en œuvre soient systématiquement assurés.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise désignera nommément, au sein de son personnel, un responsable de la qualité, dont la mission consistera à s'assurer du contrôle des matériaux et de la mise en œuvre en vue d'obtenir les performances exigées aux pièces écrites de son marché :

- pour ce faire, il mettra en œuvre tous les moyens nécessaires et consignera les différentes interventions qui lui incombent sous une forme qu'il proposera au maître d'œuvre,
- il tiendra à la disposition du maître d'œuvre tous les documents leur permettant de s'assurer que les vérifications auxquelles sont tenus les constructeurs sont effectuées de façon satisfaisante.

Ces vérifications internes auxquelles sont assujetties les entreprises, devront être réalisées à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,
- au niveau de l'interface entre l'existant et les travaux à réaliser, l'entrepreneur vérifiera que les travaux tels qu'ils sont prévus, tant au niveau de la conception que de la réalisation, permettant une bonne réalisation de ses prestations,
- au niveau de la fabrication et la mise en œuvre, le responsable des vérifications internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément au D.T.U ou règles de l'art,
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D. T. U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

#### **4.9. POINTS D'ARRET**

Des points d'arrêt seront définis par la maîtrise d'œuvre lors de la phase de préparation de chantier avec les entreprises concernées.

Les points d'arrêt complémentaires pourront également être demandés par le bureau de contrôle.

Lors de cette phase de préparation, une liste sera établie par la maîtrise d'œuvre et sera diffusée à l'OPC, au bureau de contrôle, à la maîtrise d'ouvrage et aux entreprises.

L'entreprise devra 48 h à l'avance prévenir la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle du point d'arrêt préalablement défini sur les parties d'ouvrages concernées.

En cas de non-respect de cette procédure, l'entrepreneur s'expose à refaire entièrement l'ouvrage qui n'aura pas été contrôlé à ses frais et toutes les conséquences qui peuvent perturber le planning des travaux.

Ces points d'arrêt permettront en outre de vérifier la bonne mise en œuvre avant la poursuite des travaux.

#### **Exemple (liste à compléter pendant la phase de préparation de chantier) :**

- Contrôle de la mise en place des supports d'équipements en toiture avant la réalisation de l'étanchéité
  - Contrôle de la réalisation des ouvertures en toiture avant la réalisation de l'étanchéité
  - Contrôle de la mise en place des isolants en toiture, acrotères avant réalisation de l'étanchéité puis contrôle de l'étanchéité,
  - Contrôle des réseaux enterrés avant remblaiement des tranchées (intervention également du concessionnaire lors de ces contrôles).

#### **4.10. LIVRAISON EQUIPEMENTS LOURDS EN TOITURE**

Les équipements lourds en toiture seront manutentionnés par une grue mobile depuis la chaussée. Il sera veillé à ne pas détériorer l'étanchéité lors de la manutention.

#### **4.11. POINTAGE DES AVANCEMENTS DE TRAVAUX**

La constatation de l'avancement des travaux est effectuée aux environs du 20 de chaque mois par le MOE, par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux TCE et des prévisions du calendrier contractuel, et sert de base à l'établissement du projet de décompte mensuel.

Dans le cas de retard, les dispositions à prendre pour le rattrapage nécessaire sont fixées avec les entreprises intéressées.

#### **4.12. CONTROLES ET ESSAIS**

Les divers matériaux ou matières intervenant dans les travaux font l'objet de prélèvements sur le chantier aux fins d'analyse et d'essais par un laboratoire qualifié, dans les conditions fixées par les documents des prescriptions techniques générales ou particulières.

Tous les contrôles et essais réglementaires, normatifs ou précisés dans les pièces du marché, sont à la charge de l'entreprise. Les P.V. sont remis au Maître d'œuvre.

## **4.13. PROTECTION DES OUVRAGES**

### **4.13.1. Protection des ouvrages des autres corps d'états**

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis, déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis ou existants conservés.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux quincailleries, aux ouvrages peints, aux appareillages électriques, etc.... qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute de sa part de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences éventuelles.

### **4.13.2. Protection par l'entrepreneur de ses propres ouvrages**

Les entrepreneurs de tous les corps d'état, en particulier d'éclairage, de faux-plafonds, etc.... devront assurer la protection de leurs ouvrages finis et ce, jusqu'à la réception des travaux.

Même prescriptions en ce qui concerne les marches d'escaliers, et plus particulièrement les nez de marches.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie, toutes les arêtes des ouvrages qui, du fait de leur position, risquent d'être épauprées, seront protégées au droit des arêtes par mise en place de petits liteaux, fixés aux pointes fines.

Pour les ouvrages particulièrement soignés, prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

### **4.13.3. Protection des ouvrages existants conservés**

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages existants devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis ou existants conservés.

Faute de sa part de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences éventuelles.

## **4.14. NETTOYAGE**

### **4.14.1. Nettoyage en cours de chantier**

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier, devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux, effectuer le nettoyage des sols et des abords du chantier.

Le nettoyage des sols par balayage sera si possible à éviter afin de limiter la propagation de la poussière : nettoyage par aspiration à prévoir.

Chaque entrepreneur aura **quotidiennement** à sa charge, le nettoyage, la sortie de ses gravois après nettoyage et leur évacuation.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis, soit par goulotte, soit en sacs ou en seaux.

En résumé, le chantier devra être maintenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à cet effet.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque entrepreneur.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre pourra, à tout moment, faire procéder après une mise en demeure d'une durée de 2 jours ouvrés, par l'un des entrepreneurs ou par une entreprise spécialisée, au nettoyage et à la sortie des gravois, les frais en seront supportés par le ou les entrepreneurs en cause.

Cette clause est applicable à l'ensemble des lots.

En cas de retard dans les interventions, il sera fait application de l'article concerné du C.C.A.P.

#### **4.14.2. Nettoyage de mise en service**

##### **Zones intérieures :**

Il sera prévu un nettoyage pour la fin de chantier : avant les travaux de peinture, les locaux concernés seront nettoyés par le lot plâtrerie-peinture, suivant une planification et une localisation, définies conjointement avec le maître d'œuvre,

##### **Zones extérieures :**

Le nettoyage extérieur sera effectué par les entreprises responsables des salissures.

Dans le cas où celui-ci n'est pas réalisé, celui-ci sera effectué par une entreprise de nettoyage à ses frais.

##### **Conditions d'exécution :**

Avant démarrage de ces travaux, l'entreprise ayant en charge le nettoyage devra réceptionner les supports à traiter et signaler tout défaut ou détérioration à l'entreprise concernée, faute de quoi il sera tenu responsable des imperfections constatées lors de la réception de l'ouvrage.

Les nettoyages devront faire disparaître les tâches de peinture, d'huile, les tâches de plâtre, de ciment, de films, de mortiers, etc..... Toutes les fournitures utiles à l'exécution de ces nettoyages seront réglées par l'entrepreneur chargé de ces travaux et portées sur les frais de nettoyage ci-dessus.

Les produits employés (solvants, décapants, etc...), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage, etc....) devront être appropriés, afin de ne pas provoquer d'altération aux ouvrages nettoyés en particulier à leur état de surface (polis, brillants, etc....).

Pour tous les revêtements non traditionnels (sols thermoplastiques, etc....) il y aura lieu de se référer aux indications données par le fabricant de ces produits. En ce qui concerne les vitres et les châssis aluminium, ils ne devront pas être rayés par le nettoyage.

### **5. PERIODE D'OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)**

A l'instar de la période de préparation des travaux, il est prévu une période préparatoire à l'exécution des opérations préalables à la réception.

#### **5.1. AVANT RECEPTION**

Chaque entreprise est tenue d'assurer d'elle-même, avant la réception, le bon achèvement de ses travaux et de procéder pour sa part aux finitions et mises au point qui s'y rapportent.

En cas de défaillance ou de négligence caractérisée d'une ou plusieurs entreprises, le Maître d'œuvre pourra mettre en demeure les entreprises responsables par simple consignation sur le compte rendu ou par simple lettre recommandée, d'avoir, dans un délai de quarante-huit heures, à entreprendre, poursuivre et achever les travaux de finition de leurs ouvrages. Passé ce délai sans que la mise en demeure ait reçu effet, le Maître de l'Ouvrage pourra confier ces travaux à toutes entreprises de



son choix, aux frais, risques et pour compte des entreprises défaillantes, sans préjudice de tous dommages-intérêts qui pourraient leur être réclamés.

Le renchérissement du coût des travaux de finition sera à la charge de la (ou des) entreprise(s) défaillante(s).

## **5.2. APRES RECEPTION**

La réception une fois prononcée et pendant la période de garantie contractuelle, les entreprises doivent :

- réparer les imperfections de construction relevées par la mise en fonction de l'immeuble,
- régler les installations et équipements techniques et s'il y a lieu, procéder à la mise au point définitive.

## **5.3. DOCUMENTS A FOURNIR EN FIN DE CHANTIER**

Les entrepreneurs remettent au début des OPR au Maître d'œuvre et au MOA, pour visa, les plans d'exécution et PAC, ainsi que toutes les notices techniques relatives à tous les matériaux utilisés dans le but de constituer le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO) avec en particulier :

- pour le DOE, l'implantation et le repérage des vannes, canalisations, réseaux, ... apparents et cachés,
- pour le DIUO, tous les documents relatifs à l'emploi, l'usage, le nettoyage, l'entretien (produits, modalités et limites d'utilisation, références, contre-indications...) des équipements et des locaux.

## **5.4. PARFAIT ACHEVEMENT**

Le Maître d'œuvre assurera le suivi du parfait achèvement ; y seront joints tous les comptes rendus établis par le Maître d'œuvre pendant cette période.

Deux mois avant la fin de la période de parfait achèvement, il sera dressé un procès-verbal des problèmes subsistants, qui permettra de dresser la liste des entreprises dont la période de parfait achèvement devra faire l'objet d'une prolongation. Cette liste permettra au Maître d'Ouvrage de refuser le cas échéant la mainlevée de caution et de faire intervenir la garantie bancaire.

## **5.5. INFORMATION DU PERSONNEL D'EXPLOITATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE**

L'information du personnel d'exploitation du Maître d'Ouvrage est intégralement à la charge des entreprises. L'ensemble des notices d'utilisation en langue française figurera dans le Dossier des Ouvrages Exécutés.

Tout complément sur simple demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage est à la charge de l'entreprise concernée. Celle-ci fournira également toutes explications, informations et démonstrations jugées nécessaires à sa charge, pendant l'année de parfait achèvement.

## **5.6. D.O.E.**

Le D.O.E comprendra sous format numériques PDF et fichiers sources, les plans ainsi que les documents techniques, les PV d'essais, les notices d'entretien et de maintenance. Il sera soumis à l'approbation de la MOE avant remise officielle du D.O.E.

Les D.O.E. devront être constitués pour tous les lots, en respectant une organisation par chapitre bien spécifique que la Maîtrise d'œuvre se chargera de communiquer à chaque entreprise avant constitution de ceux-ci. La dénomination des fichiers devra respecter la codification du MOA qui sera définie et le dossier devra être doté d'une liste de pièces reprenant le nom du fichier selon la codification et le nom explicite du contenu.

Les livrables DOE seront déposés sur la plate-forme du projet dans le dossier spécifique.

Ces documents devront être déposés au plus tard 10 jrs ouvrés avant la Réception des Travaux.

## 6. LISTE DES ANNEXES AU CPC

### 6.1. ANNEXE 1 : LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS (HORS INSTALLATIONS DE CHANTIER)

LOT 01 – CHAUFFAGE – REGULATION – ELECTRICITE	
A charge du lot concerné	A charge des autres lots
	<b>MAÎTRE D'OUVRAGE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– La consignation et la vidange des réseaux avant curage</li> <li>– Le repérage des équipements et réseaux à conserver</li> <li>– La dépose des conduites et équipements dans le local stockage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le curage et désamiantage complet du local chaufferie et du local technique</li> </ul>
	<b>LOT 02 – PLATRERIE – PEINTURE</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les peintures de protection sur les tuyauteries</li> <li>– Le rebouchage soigné de ses percements</li> <li>– Les indications des positions des supportages en plafond</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les peintures sol, mur, plafond</li> <li>- Les lissages de finition sol, mur, plafond</li> </ul>
	<b>LOT 03 – SERRURERIE</b>
- La pose des grilles de ventilation en façade	- La trappe d'accès à la cheminée maçonnée

LOT 02 – PLATRERIE – PEINTURE	
A charge du lot concerné	A charge des autres lots
	<b>MAÎTRE D'OUVRAGE</b>
Le lissage au sol de la chaufferie après démolition	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le curage et désamiantage complet du local chaufferie et du local technique</li> </ul>
	<b>LOT 03 –SERRURERIE</b>
Les ébrasements au droit des encadrements de porte dans la chaufferie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le remplacement des portes de la chaufferie</li> </ul>

LOT 03 –SERRURERIE	
A charge du lot concerné	A charge des autres lots
	<b>MAITRE D'OUVRAGE</b>
La dépose des portes à remplacer	Le curage et désamiantage complet du local chaufferie et du local technique